

Cinquante nuances plus sombres

Réflexion sur le populisme

Contrairement aux grandes idéologies de l'ère industrielle, le populisme n'est pas associé à la publication d'œuvres fondatrices, ni à un courant de pensée de nature philosophique ou religieux. En fait, il se présente plutôt comme un mouvement sui generis au caractère atypique, mais qui, malgré sa singularité, s'intègre à une typologie générale des formes de la démocratie.

Davantage qu'un corps de doctrine construit, le populisme se définit comme un état d'esprit, une culture en quelque sorte qui s'articule autour de cinq éléments :

- a) La distinction entre « eux » et « nous ». Les premiers représentant l'oligarchie qui gouverne, à savoir les détenteurs des pouvoirs économique, social et culturel, censés constituer une classe homogène, l'élite, dont le but est de pérenniser sa domination.
- b) Une conception de la démocratie s'appuyant sur trois piliers : la préférence à la démocratie directe via notamment le référendum ; l'opposition aux corps intermédiaires et aux institutions non élues (syndicats, pouvoir judiciaire, autorités indépendantes) ; la capacité d'expression spontanée de la volonté générale.
- c) L'exaltation d'un peuple « uni » auquel s'identifie un leader charismatique censé l'incarner, en opposition au pluralisme des partis politiques considérés comme des appareils coupés des réalités et représentant des intérêts particuliers.
- d) La mise en exergue d'un patriotisme économique aux relents nationalistes. Il s'agit moins de s'opposer au libéralisme et au libre-échange que d'affirmer une volonté politique refusant un transfert de pouvoirs à des organismes jugés anonymes et apatrides, tels que la Commission européenne par exemple, qui entravent la souveraineté des peuples sur leur destin.
- e) La mobilisation d'un ensemble de passions et d'émotions dont l'importance est reconnue comme autant de leviers d'action. Le populisme utilise à satiété le rôle des affects tels que la nostalgie ou le sentiment d'insécurité, bien au-delà des moyens traditionnels de séduction politique.

Au départ de ce socle commun, il ne faut pas être grand-clerc pour constater la diversité des discours et des pratiques qui épousent au plus près les attentes de celles et ceux auxquels ils s'adressent.

Le retour en force du populisme en Europe et aux Etats-Unis notamment, n'est pas seulement lié à des stratégies opportunistes surfant sur le climat délétère qui affecte nos sociétés. Il bénéficie plus fondamentalement d'un terreau économique, social, culturel et politique dont il se nourrit.

Sur le plan économique la poussée néolibérale à l'œuvre depuis la fin du 20^e siècle a redistribué les cartes. Portées par l'Union européenne et l'Administration américaine, les politiques de l'offre et le dogme de la concurrence ont modifié les rapports de force au bénéfice des grandes sociétés multinationales et du capitalisme financier au détriment des travailleurs réduits au rôle de variable d'ajustement.

La course effrénée à la rentabilité, l'irruption du marché dans la gestion des biens communs et la mise sur la touche des pouvoirs publics, ont entraîné un creusement des inégalités dont les conséquences sociales sont apparues au grand jour après la crise de 2008-2009. Si l'écart entre les riches et les pauvres a rarement été aussi grand, c'est la nouvelle fracture de la société qui est cependant la plus inquiétante en terme politique. Elle met face à face deux réalités sociales : d'un côté la petite bourgeoisie et la classe moyenne supérieure dont les membres dûment éduqués sont à l'aise dans un monde connecté et jouissent le plus souvent d'emplois valorisants et bien rémunérés ; de l'autre, celles et ceux qui sont bousculés par la transition numérique et doivent se satisfaire le plus souvent de revenus modestes voir précaires avec les fins de mois difficiles qu'ils supposent et l'angoisse devant l'avenir qu'ils génèrent.

Au délitement du corps social vient se greffer un phénomène tout aussi dévastateur, l'aliénation culturelle, qui frappe une part croissante de la population. Au-delà de la dispersion des sources d'information et des vérités alternatives véhiculées par les réseaux sociaux, c'est le déclin de « l'empire éducatif » qui explique ce bond en arrière avec pour conséquence de réserver à une élite une sorte de monopole de la connaissance et de la culture. De fait, on voit se répandre comme une traînée de poudre une nouvelle forme d'ignorance qui constitue un terrain propice aux théories du complot et au négationnisme scientifique dont les effets délétères se sont invités lors de la crise Covid.

S'il est clair que les conséquences sociales du néolibéralisme et l'inculture de masse sont les causes majeures de la résurgence du populisme, elles ne sont pas les seules et la crise de la démocratie représentative ne compte pas pour peu. Dans le sillage de la révolution conservatrice, pour reprendre la formule de Guy Sorman, on a assisté à la montée en puissance d'une technocratie économique et politique, biberonnée à la pensée unique, qui s'est peu à peu imposée dans l'entourage des gouvernements. Du coup les Parlements et les organes de l'Etat en général se sont retrouvés sous l'influence de technocrates qui apportent à chaque problème une solution, marquée certes au coin de la compétence, mais qui ne laisse aucune place à l'alternative.

De là cette conviction bien ancrée chez nombre de citoyens que la démocratie est enrayée et que les représentants qu'ils élisent n'ont plus rien à dire. Il ne faut pas chercher plus loin l'origine de ce sentiment d'abandon sur lequel prospère le discours populiste avec d'autant plus de facilité qu'il s'adresse à des hommes et des femmes vivant dans un monde atomisé qui crée davantage de solitude que de solidarité.

Cette partie de la société, repliée sur elle-même, est devenue indifférente voir hostile à toute réforme et à tout progrès, perçus comme la volonté des élites politique, intellectuelle, scientifique et culturelle, d'imposer leur conception du monde et de renforcer leur domination. Une attitude réfractaire qui se manifeste notamment à l'égard de la multiculturalité, de l'immigration et de la transition écologique, vues sous le seul angle des risques qu'elles sont censées faire peser sur la sécurité et le mode de vie. Si les élites concentrent l'essentiel des rancœurs des citoyens, les journalistes, les corps intermédiaires et les partis politiques ne sont pas logés à meilleure enseigne. Les premiers parce qu'ils sont considérés à tort ou à raison comme inféodés aux détenteurs du pouvoir économique et politique ; les deuxièmes parce qu'ils sont à ce point intégrés dans le processus de décision qu'ils ont négligé leur rôle de contre-pouvoir ; les troisièmes enfin parce qu'ils ont été victimes d'une véritable privatisation de leur capital politique au profit de leaders investis comme tels par leur popularité. Sur ces champs dévastés, le populisme n'a guère de difficulté à s'implanter et à prospérer d'autant qu'il bénéficie d'un bruit de fond propice à son développement.

Lorsque l'on parle de cet environnement on pense immédiatement aux grands médias et aux réseaux sociaux qui ne constituent pas seulement des caisses de résonance, mais contribuent à façonner l'opinion publique de façon souvent déterminante.

Alors que l'espace médiatique a été pendant longtemps structuré autour de quelques grands groupes privés ou publics, il connaît depuis la fin du 20^e siècle une explosion du nombre d'opérateurs qui se livrent à une concurrence acharnée auprès des annonceurs.

L'audimat est devenu la mesure de toute chose ce qui vaut aux téléspectateurs d'être les otages tantôt de loisirs commerciaux, tantôt d'informations faisant la part belle à l'émotion et au scoop au détriment de l'analyse critique. Quant aux réseaux sociaux, conçus comme des vecteurs de communication interpersonnelle, ils sont devenus peu à peu la vitrine d'un narcissisme débridé et un relais efficace des pseudo-vérités. Il s'en faut de beaucoup cependant que les médias et les plateformes soient seuls à jouer dans la pièce. La dispersion du paysage politique a favorisé l'émergence à droite et à gauche d'une radicalité qui reprend à son compte quelques mantras du populisme : pour les uns l'immigration et la sécurité ; pour les autres le souverainisme économique et la critique des élites. Au-delà de l'appropriation de ces thèmes, les deux courants politiques participent à l'emprise contemporaine du sentiment de nostalgie qui transcende les clivages traditionnels et fédère les mécontentements. Il en va de même pour l'activisme « vert » qui exprime ce que le philosophe Glenn Albrechts nomme la

« solastalgie » des militants, à savoir la détresse psychologique causée par la sensation de vivre un désastre écologique.

Le pessimisme ambiant, la croyance que nous vivons des temps plus durs que nos parents et la conviction de l'impuissance des gouvernants, ne manquent pas d'apporter de l'eau au moulin de cette « distorsion nostalgique » qui nous renvoie à un passé paré à tort des plus grandes vertus.

Au registre des facilitateurs du populisme on peut inscrire le mouvement « woke » et la « Cancel culture » soit la tendance des minorités religieuse, ethnique, raciale ou de genre à censurer tout message politique, scientifique ou culturel qui ne correspond pas à leur vision manichéenne du monde. Cette forme de « sécession civilisationnelle » qui bénéficie de la complaisance de certains milieux intellectuels, instille en effet dans la population la crainte d'une remise en cause des modes de pensée généralement partagés et renforce la conviction d'un complot des élites auquel les populistes proposent de répondre par un réarmement moral aux accents souvent rétrogrades.

Les éléments ne manquent donc pas pour expliquer la progression du populisme que les formations démocratiques, tentées par un discours moralisateur sans effet, n'ont pas réussi jusqu'à présent à endiguer. Le temps est donc venu de changer de stratégie et de s'attaquer prioritairement aux causes profondes qui l'ont généré.

Le dérèglement économique provoqué par le néolibéralisme est incontestablement l'une d'entre elles. Il convient donc de revenir aux fondamentaux d'une économie de marché régulée par les pouvoirs publics où les revenus du travail, l'environnement et les biens communs qui font société ne sont plus sacrifiés sur l'autel de la concurrence et de la recherche du profit maximal. Pour indispensable qu'il soit, ce changement de paradigme, risque d'être insuffisant s'il n'entraîne pas davantage de justice sociale. Pour que la réponse politique soit à la hauteur des attentes d'une population qui vit mal ses frustrations et son sentiment d'abandon, il ne suffira pas de consolider l'Etat social, même s'il s'agit d'une condition sine qua non. Il faudra en effet aller plus loin en apportant un surcroît d'égalité et de solidarité en matière de moyens d'existence, de fiscalité et de transition écologique avec une attention particulière envers celles et ceux que la vie malmène.

L'autre front qu'il convient d'ouvrir au plus tôt est celui de la lutte contre l'aliénation culturelle. Elle passe certes par une régulation des médias et des réseaux sociaux, mais surtout par la renaissance du système éducatif. A force de voir dans l'Ecole un distributeur de diplômes, on a transformé la scolarité en une course d'obstacles qui laisse de plus en plus de jeunes au bord de la route. A l'école de la réussite, symbole de la méritocratie et de la sélection, doit succéder celle du bien-être où les inégalités culturelles liées au milieu familial seront résorbées dès le plus jeune âge et où chacun.e pourra choisir, au fil de sa scolarité, l'orientation la plus épanouissante grâce à une évaluation individuelle continue. Dans le même esprit il sera nécessaire de distinguer le temps de l'éducation de celui de la formation si l'on veut en finir avec la conception utilitariste de l'Ecole au profit d'une approche plus généraliste et plus citoyenne.

Reste enfin le système démocratique lui-même dont la réforme doit être à l'ordre du jour tant il est décrié. Si les initiatives visant à impliquer davantage les citoyens dans le processus de décision sont les bienvenues, qu'il s'agisse d'assemblées consultatives composées par tirage au sort ou de pratiques référendaires dûment encadrées, il faut éviter de jeter l'enfant avec l'eau du bain. Le plus sûr moyen de limiter l'influence de la technocratie est d'affirmer le pouvoir des Parlements élus et de renforcer leur caractère représentatif. Si la professionnalisation de la fonction parlementaire constitue une réelle plus-value en terme de compétences, elle est aussi un frein au renouvellement et à une ouverture à des catégories de citoyens qui n'y ont pas ou plus accès. Il sera nécessaire de trouver un équilibre entre ces deux exigences, mais aussi de mettre en place un mode de scrutin qui garantirait la représentation proportionnelle des différents courants politiques tout en donnant à l'électeur la faculté d'exprimer un choix plus personnel, via l'organisation d'un scrutin majoritaire dans la circonscription électorale dont il fait partie. Au-delà de la consolidation de la démocratie représentative, l'enjeu de la réforme doit être aussi et même surtout, de retrouver une éthique publique que s'est dangereusement délitée au cours des dernières décennies. L'élaboration d'un cadre juridique plus contraignant que des

dispositifs réglementaires, trop aisément contournables, est tout à fait impératif si l'on veut recréer un climat de confiance entre la population et ses élus.

Au-delà des réformes nécessaires touchant à l'économie, à l'écologie, au social, à l'éducation et à la gouvernance démocratique, il faudra plus fondamentalement répondre au « malaise de la civilisation » dont le populisme est le dernier avatar connu.

Dans sa « Critique de la modernité » paru en 1993, le sociologue Alain Touraine soulignait déjà l'épuisement d'un modèle fondé sur la raison et porté par l'universalisme des Lumières.

Les changements sociaux et politiques qui ont traversé la seconde moitié du 20^e siècle ont en effet consacré la montée du sujet et le retour aux territoires.

Si cette évolution marque sans doute la fin de la modernité, telle que nous l'avons connue, elle n'a pas encore abouti à la mise en place d'un nouveau paradigme qui concilierait l'individualité et la raison.

Pour reprendre la célèbre phrase de Gramsci, « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et, dans ce clair-obscur, surgissent les monstres ». Les cinquante nuances plus sombres du populisme sont de ceux-là.

Claude Desama

Docteur en Philosophie et lettres.

Professeur honoraire de l'Université de Liège.